BILLET D'ACTUALITÉ

L'AI, AU CŒUR DES MUTATIONS D'UN MONDE NOUVEAU

Par Jean BIZET, ancien Sénateur, ancien Président de la Commission des affaires européennes du Sénat, Senior Advisor, APCO Worldwide

- ***L'IA est en train de bouleverser les rapports de force économiques, technologiques et géopolitiques : l'Europe peut-elle encore rattraper son retard face aux États-Unis et à la Chine ?***
- ***Au-delà de la régulation, l'Europe doit désormais engager une véritable politique industrielle pour renforcer ses capacités de calcul, ses infrastructures et son écosystème technologique.***
- ***Marché unique fragmenté, insuffisance du financement et lenteur de la décision à 27 : trois obstacles majeurs menacent la souveraineté numérique et l'autonomie stratégique européennes.***

L'intelligence artificielle progresse dans de nombreux domaines d'activité, la santé, la défense, l'automobile, sans que la France en prenne encore suffisamment conscience.

Or, si hier les nouvelles technologies de l'information et de la communication avaient entraîné une profonde mutation de nos économies et de nos sociétés, cette mutation n'avait pas été aussi rapide. La France et l'Europe avaient su s'y adapter, avec un certain retard par rapport aux États-Unis et à la Chine, il est vrai.

Il en sera tout autrement pour l'IA, tant ses potentialités sont déterminantes, stratégiques et exponentielles. Cette technologie transforme des secteurs entiers d'activité déjà matures par une optimisation de leurs performances. Le retard que nous risquons de prendre n'en sera que plus difficile à rattraper, car les acteurs de l'IA prennent rapidement des positions dominantes, voire monopolistiques, compte tenu des montants financiers qu'ils y consacrent. Au-delà des investissements des entreprises de la tech elles-mêmes, ce sont les fonds de gestion d'actifs, tels BlackRock, ou les fabricants de microprocesseurs, tels que Nvidia, qui participent au financement de ces investissements. L'ensemble de ces financements a atteint plus de 400 Md$ sur la seule année 2025 aux États-Unis. **Cette forme de titrisation de l'économie numérique, dont on peut saluer la pertinence, a un réel effet multiplicateur.**

Le leadership technologique est désormais la force majeure des nations, plus encore des empires que sont les États-Unis et la Chine. Les industriels qui les maîtrisent sont devenus des acteurs aussi puissants que les chefs d'État eux-mêmes, et la géopolitique qui en découle s'en trouve bouleversée. La présence, hors caméra, des géants de la tech aux côtés des chefs d'État

lors des réunions du G7 en est désormais l'illustration. L'exemple le plus criant nous vient d'outre-Atlantique où, comme le précise le commissaire Thierry Breton :

« L'IA est devenue une strate déterminante qui réorganise la hiérarchie des industries, attire l'épargne mondiale vers les USA et accentue les déséquilibres entre les pays excédentaires en capitaux et les pays capables d'absorber ce capital sous forme d'actifs rêvés pour occuper demain une position dominante. » **Il y a désormais une interdépendance entre la technologie, les marchés, la sécurité nationale et la politique étrangère.**

Certains États ont pris conscience avant les autres des étonnantes conséquences induites par les potentialités multiples de l'IA et ont rapidement décidé de restreindre la vente des microprocesseurs de dernière génération pour garder leur avance technologique. Ces GPU (Graphics Processing Units), qui permettent d'accélérer le traitement des données, donnent un avantage considérable aux entreprises qui les possèdent. Seuls les États-Unis et Taïwan sont aujourd'hui en capacité de fabriquer des GPU de 2 nm (nanomètres), les plus performants du marché. La Chine maîtrise la fabrication des microprocesseurs de 7 nm, quand l'Europe est encore au niveau de 12 nm… mais possède, au travers de l'entreprise néerlandaise ASML, le leader mondial de la lithographie, maillon indispensable aux fondeurs dans la fabrication de ces microprocesseurs.

La domination des États-Unis dans ces nouvelles technologies est devenue écrasante : 83 % du cloud et 78 % des logiciels sont américains.

L'UE pourra-t-elle rattraper son retard face aux USA et à la Chine qui font ainsi la course en tête ?

L'Union européenne n'a pas perdu la course à l'IA si elle se spécialise sur des créneaux bien spécifiques, si elle accentue ses capacités de calcul pour atteindre rapidement les 12 GWh, quand on sait que la France a un excédent d'électricité chaque année de 9 GWh, élément essentiel pour ces activités grandes consommatrices d'énergie, si elle investit massivement dans les centres de données pour maîtriser un cloud européen et crée, à l'instar de ce qu'elle a fait hier pour le nucléaire, un « laboratoire de frontière » à l'échelle européenne, voire internationale, avec les puissances moyennes, comme les a définies Mark Carney. Les États-Unis n'ont pas hésité à créer, en 2007, des ARPA (Advanced Research Projects Agencies) pour mobiliser des fonds financiers importants et engager des partenariats avec des universités et des start-ups afin d'accélérer la R&D dans ces domaines stratégiques. François Villeroy de Galhau, l'ancien gouverneur de la Banque de France, a rappelé, lors de la 21e édition du Forum du Futuroscope, la nécessité de créer une coalition des volontaires pour engager l'Europe, sans tarder, dans cette voie. **Sans tarder, cela implique de ne pas attendre un accord à 27, mais de réunir les États prêts et conscients de l'urgence de sauvegarder notre souveraineté.**

Mario Draghi et Enrico Letta ont déjà souligné ce point il y a deux ans ! On pourra aussi saluer la vision du Président de la République sur ce sujet. Début septembre, il était aux Pays-Bas, au sein de l'entreprise ASML, où il a invité à « consolider l'écosystème, multiplier les partenariats », citant en exemple Mistral, Quobly et des acteurs néerlandais du numérique !

À quelques mois des élections présidentielles françaises, il serait pour le moins essentiel que les différents candidats prennent d'abord conscience de la situation de dépendance dans laquelle nous risquons de glisser, puis qu'ils écoutent les industriels et chercheurs français

investis dans ce domaine. La récente audition, le 12 mai dernier à l'Assemblée nationale, du président-fondateur de Mistral, Arthur Mensch, s'est déroulée devant deux parlementaires… **Ceci nous donne toute la mesure du problème !**

La Commission européenne a pris conscience de la situation. Elle a, le 3 juin dernier, engagé une véritable politique industrielle du numérique en définissant, pour la première fois dans le droit de l'Union, le concept de souveraineté numérique. Certes ce n'est qu'un concept ! Mais un concept qui, comme l'a précisé la Vice-présidente de la Commission, Henna Virkkunen qui n'est pas inscrit dans le droit primaire au rang de principe fondamental des traités mais devient une clé d'interprétation des politiques publiques. Un exercice d'équilibre auquel la Commission est habituée mais une position qui lui permet de montrer l'importance fondamentale de cette technologie dans ce XXI siècle sans tomber dans le protectionnisme**. Il faut saluer cette évolution de pensée de la Commission européenne.** Sa politique de régulation, nécessaire sur une telle technologie, afin de respecter nos valeurs et notre modèle sociétal… se devait d'être suivie d'une réelle politique industrielle. Mais elle arrive au plus mauvais moment pour l'Europe. La France et l'Allemagne sont en réélection et sous la pression de mouvements populistes éloignés de ces enjeux ! Notre pays est en plus confronté à une dette financière inquiétante qui nous prive de toute marge de manœuvre budgétaire.

Cette prise de conscience et ces propositions législatives seront-elles suffisantes pour combler notre retard ? Souhaitons-le.

Il y a malgré tout **trois préalables qui ne sont toujours pas réglés et qui fragilisent notre continent :**

- Le marché unique européen est encore trop fragmenté. Cet état de fait, du aux réflexes nationaux des États eux-mêmes, fragilise le poids et l'importance de l'Union. Cette fragmentation du marché unique représente l'équivalent de 44% de droits de douane sur les biens et de 110% sur les services selon des études concordantes tant du FMI que de la BCE.

- L'Union de l'épargne et de l'investissement n'est toujours pas complètement achevée. L'Europe ne parvient toujours pas à mobiliser suffisamment l'épargne des Européens. Celle-ci est pourtant abondante, l'une des plus importantes au monde, avec 39 500 Mds € d'actifs financiers… et nous ne pouvons empêcher que 300 Mds soient investis chaque année aux États-Unis où les rendements y sont plus attractifs qu'en Europe. Tant que l'Union européenne n'aura pas une profondeur financière de marché suffisante, les start-ups nées sur son territoire iront sur le marché américain pour assurer leur croissance...

- La prise de décision à 27 États est toujours et encore trop lente. Elle y est prise par consensus et cela prend du temps, dans un monde, qui lui est « pressé », ! Mario Draghi dans son dernier rapport évoque la pertinence de mettre en œuvre dans certains domaines stratégiques un fédéralisme sectoriel. Cette idée est encore loin de faire l'unanimité, tant elle heurte les sensibilités politiques de certains. **Et pourtant elle est essentielle.**

L'IA est un plus qu'un saut technologique, elle est une mutation du Monde à elle toute seule ! L'Europe, au-delà d'appréhender cette mutation au travers du seul prisme de ses valeurs, devrait par l'amélioration du fonctionnement de ses institutions permettre de donner toute la puissance à cette technologie, tout en encadrant ses dérives potentielles. Cette puissance va bien au-delà du seul domaine industriel. Elle donne aux États une réelle

autonomie stratégique et s'avère ainsi un élément clé de la géopolitique du XXI siècle. **Dans ce monde de rapports de force ceci est essentiel. Si nous n'y parvenons pas nous glisserons irrémédiablement vers une insignifiance stratégique et l'Histoire s'écrira sans nous.**

Jean BIZET
Ancien Sénateur,
Ancien Président de la Commission des affaires européennes du Sénat,
Senior Advisor, APCO Worldwide